

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. {1} 43.36.93.13
FAX {1} 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1567 - 21 février 1991 - 2,5 F

D 1567 HAÏTI: LA PRÉSIDENCE ARISTIDE COMME SORTIE DE LA DICTATURE

Investi le 7 février 1991 après son élection triomphale du 16 décembre 1990 (cf. DIAL D 1555) et une tentative de coup d'Etat contre lui le 6 janvier 1991 (cf. DIAL D 1559), le président Jean-Bertrand Aristide a pris ses premières mesures politiques de gouvernement: nomination de René Préval comme premier ministre, confirmation du général Abraham comme commandant en chef de l'armée, mise à la retraite de six généraux (sur les huit de l'armée haïtienne), examen par le Parlement des dossiers de 134 hauts fonctionnaires, tandis que Mme Ertha Trouillot, présidente provisoire, pouvait prétendre à une retraite politique méritée.

A la surprise de nombreux observateurs, en particulier à l'occasion de son voyage officiel en France les 29 et 30 janvier 1991, le président Aristide s'est révélé comme un pragmatique mais ferme sur la dignité nationale retrouvée.

Le témoignage ci-dessous - une correspondance particulière - fait précisément ressortir la haute signification culturelle et politique des élections présidentielles. Celles-ci ont amené au pouvoir l'homme qui était probablement le seul capable d'arracher Haïti à son "macoutisme" hérité de trente années de dictature.

Note DIAL

Les événements m'imposent de vous parler aujourd'hui de la situation politique. Nous avons toujours pensé qu'un changement dans l'Eglise (suivant les orientations du Concile) aurait une incidence sur la société, et qu'en inversement un changement dans la société, surtout s'il est radical, marquerait l'Eglise. C'est ce qui est en train de se passer.

Il faut prendre l'exacte mesure de ce qui se passe en Haïti depuis le 16 décembre 1990. D'autant que les médias en général ne l'ont pas fait (exception notable, un article de Jean-Pierre Alaux dans *Le Monde diplomatique* de janvier 1991, pages 14 et 15).

Voulant exprimer une globalité, sans oublier une seule des dimensions, je serai schématique. Mais, croyez-le, ce qui est dit repose sur une multitude d'observations et de faits vécus.

1) Ces élections (16 décembre 1990 et, second tour, 20 janvier 1991) ne sont pas d'abord, comme dans les pays démocratiques, le renouvellement ou la reconduction d'un personnel politique, la confirmation ou le changement des tendances dans une démocratie bien rodée, mais la mise en place d'institutions démocratiques par la voie d'élections libres. Et cela pour la première fois. Pour s'en tenir à la phase immédiatement précédente, paroxysme de l'ordre ancien, c'est une sortie de la dictature.

2) J'ai parlé de l'ordre ancien, remontant ainsi, en amont des trente dernières années de dictature duvalieriste, à l'époque coloniale (XVIII^e siècle) et au système prévalant depuis l'Indépendance (1804). La masse du peuple, après la période escla-

vagiste, est restée privée de la plupart de ses droits, méprisée, oubliée des services publics, exilée sur sa propre terre. Un phénomène d'apartheid. Ne nous en étonnons pas: la revendication fondamentale de ce peuple était la justice et la dignité - un peuple menacé par la famine!

L'intuition populaire était juste: avant de proposer des réformes aux divers plans de l'économie, de l'administration, de l'armée, de l'école, etc., il fallait s'assurer du fondement moral du politique et de la politique.

3) Un seul homme, de fait, pouvait répondre à cette attente-là: le Père Jean-Bertrand ARISTIDE. Le climat politique était maussade: insécurité non réprimée, secteur "macoute" de plus en plus arrogant. Beaucoup de citoyens, plus qu'en 1987, s'étaient inscrits sur les listes électorales. Mais bien des gens se demandaient s'ils iraient voter. Le candidat partant favori et soutenu par les Etats-Unis et la France, Marc Bazin, montrait tolérance et même complaisance pour les duvalieristes. C'est alors que le Père Jean-Bertrand ARISTIDE, cédant à la demande pressante d'un collectif formé surtout d'associations populaires, présente sa candidature. C'est le raz de marée - "lavalas" en créole - en sa faveur, jusqu'à l'élection triomphale du 16 décembre. Le Père ARISTIDE était depuis quelques années le symbole national de l'aspiration au changement et du refus de l'ancien régime: prêtre incorruptible, prophète courageux, sensible à la détresse des plus pauvres et parlant leur langage. Nullement un leader politique. C'était un coup d'audace; le voilà récompensé par l'amorce d'une sortie de la servitude.

Ce qui a commencé, c'est un changement radical, en bon français, une révolution (qui a l'originalité d'avoir à sa tête un prêtre), qui ne peut s'accomplir en un jour. Reste à l'Eglise et à nous, qui avons joué un rôle non négligeable dans le changement des mentalités, de nous situer par rapport à cette nouvelle donne.

Haïti, le 29 janvier 1991

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion Am. latine 480 F - USA-Canada-Afrique 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

D 1567-2/2